

Contre la répression militaire et l'arrestation des militant.e.s pour la démocratie en Thaïlande

mardi 6 février 2018, par [Réseau International des Thaïlandais pour la démocratie](#) (Date de rédaction antérieure : 6 février 2018).

Depuis le coup d'État de 2014, la junte militaire a installé en Thaïlande une dictature militaire. Personne n'a le droit de critiquer n'importe quel acte de ce gouvernement militaire. La corruption au sein du régime est toujours justifiée sans être mise en examen. Les lois établies par la junte ont pour objectif de légaliser la violence d'Etat et d'éradiquer toutes critiques envers le régime. Par exemple, l'article 44 leur accorde les pleins pouvoirs en matière de sécurité nationale, pouvoirs non soumis à contrôle juridictionnel. L'article 116 du code pénal est également un outil politique utilisé pour emprisonner les adversaires au nom de la sédition. Les rassemblements de plus de 5 personnes sont interdits par la junte militaire. La junte ne s'empêche jamais d'attaquer tout.e.s les militant.e.s pour la démocratie avec tout son pouvoir autoritaire pour faire taire les dissident.e.s.

Étant donné que les militaires contrôlant tout notre pays, les militant.e.s ne cessent pas de contester ce pouvoir arbitraire. Le 20 janvier 2018, les militant.e.s d'ONG, les étudiant.e.s et les professeur.e.s ont organisé une marche pour la paix, une campagne contre la junte militaire. Cependant, cette marche a été interdite par les autorités. Ces dernières ont déclaré leur intention de poursuivre tout.e.s les organisateurs/trices de cette marche. Le 27 janvier dernier, les étudiant.e.s et les militant.e.s ont organisé une manifestation contre l'ajournement des prochaines élections dans le centre de Bangkok. De ce fait, ils sont aussi accusés de sédition et seront poursuivis par une justice contrôlée par la junte militaire. Selon les informations dont nous disposons, la junte a décidé de poursuivre au moins 39 participant.e.s.

Nous sommes donc ici pour dénoncer toutes les charges contre nos camarades. La liberté d'expression doit être respectée. Nous aimerions aussi lancer un appel à tout le monde, aux français.e.s, aux thaïlandais.e.s, à tous les médias et toutes les organisations internationales y compris au gouvernement français, pour dénoncer ensemble ces arrestations et demander d'annuler toutes les charges contre ces militant.e.s pacifiques. Aujourd'hui, la Thaïlande a beaucoup de prisonniers politiques. Il est temps de dire stop à ce régime autoritaire et arbitraire. Seule la démocratie avec le respect de l'égalité et de la liberté peut garantir le bien de tout.e.s les thaïlandais.e.s. Les militaires sont le cancer de notre société moderne et l'obstacle majeur au progrès social.

Luttons ensemble pour la libération de la Thaïlande du régime militaire ! Vive la démocratie !

Réseau International des Thaïlandais pour la démocratie
